

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. : 5ème bureau - FL/CM

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Poste 726

AUTORISATION DE DEVERSEMENT

REGIE NATIONALE DES USINES
RENAULT à SANDOUVILLE

ROUEN, le 14/04/86

- A R R Ê T É -

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION DE HAUTE - NORMANDIE
ET DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

V U :

La demande, en date du 27 avril 1976, par laquelle la REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE-BILLANCOURT, a sollicité, à titre de régularisation, l'autorisation de rejeter, dans le canal de Tancarville, les eaux résiduaires provenant de son usine de SANDOUVILLE,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

Le code des ports maritimes,

La loi n° 64. 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

La loi n° 65. 491 du 29 juin 1965 sur les ports maritimes autonomes et ses décrets d'application n° 65.933 et n° 65.934 du 8 novembre 1965,

Le décret n° 65.936 du 8 novembre 1965 créant le port autonome du HAVRE,

Le décret n° 66.423 du 22 juin 1966 portant délimitation de la circonscription du port autonome du HAVRE, modifié par les décrets n° 71.848 du 11 octobre 1971 et n° 77.870 du 12 juillet 1977,

Le décret du 1er août 1905 (et la circulaire d'application du 1er juin 1906) portant règlement d'administration pour l'exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime de l'eau,

.../...

Le décret n° 73.218 du 23 février 1973 pris en application des articles 2 et 6 (1°) de la loi du 16 décembre 1964 précitée,

Les arrêtés interministériels des 13 mai 1975 et 20 novembre 1979 pris en application du décret précité du 23 février 1973,

L'arrêté préfectoral du 22 novembre 1976 annonçant l'ouverture d'une enquête publique de 15 jours, du 8 décembre 1976 au 22 décembre 1976 inclus sur la demande susvisée et prescrivant l'affichage dudit arrêté en mairie de SANDOUVILLE,

Le procès-verbal de l'enquête,

Les modifications apportées au traitement des eaux résiduaires par la mise en fonctionnement d'une station d'épuration,

La nouvelle visite des lieux effectuée le 28 septembre 1983,

L'arrêté préfectoral du 28 août 1985 annonçant l'ouverture d'une nouvelle enquête publique de 15 jours, du 18 septembre 1985 au 2 octobre 1985 inclus et prescrivant l'affichage dudit arrêté en mairie de SANDOUVILLE,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis de M. le maire de SANDOUVILLE,

Les avis de M. le directeur de l'agence financière de bassin "Seine-Normandie" en date des 28 décembre 1983 et 6 février 1984,

L'avis de Mme le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 13 janvier 1984,

L'avis de M. le directeur des affaires maritimes en date du 31 janvier 1984,

L'avis de M. le directeur régional de l'industrie et de la recherche de Haute-Normandie en date du 11 avril 1985,

Le rapport de M. le directeur du port autonome du HAVRE d'octobre 1985,

L'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 10 décembre 1985,

Sur proposition de M. le directeur du port autonome du HAVRE,

.../...

A R R Ê T É :ARTICLE 1er - AUTORISATION :

Le déversement, dans le canal de Tancarville, des eaux résiduaires prétraitées provenant des installations de la REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT à SANDOUVILLE, est soumis aux conditions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - DUREE DE L'AUTORISATION :

La présente autorisation est délivrée pour une durée indéterminée.

Elle pourra être modifiée ou retirée d'office, sur proposition conjointe du port autonome du HAVRE et du service chargé de l'inspection des installations classées.

L'autorisation peut être révoquée à la demande de M. le directeur du port autonome du HAVRE en cas d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

A l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, il sera procédé à une visite de récolement à la diligence du port autonome du HAVRE dans les conditions fixées par l'article 14 du décret du 23 février 1973 précité.

Cette autorisation ne sera confirmée que si le procès-verbal de cette visite conclut au strict respect des prescriptions imposées.

Cette autorisation de déversement d'eaux résiduaires ne vaut pas autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

ARTICLE 3 - CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A L'ETABLISSEMENT DES OUVRAGES :

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet compte-tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de celui-ci.

ARTICLE 4 - CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AUX REJETS :

Les effluents en provenance de l'usine RENAULT de SANDOUVILLE, et qui se déversent dans le canal de Tancarville, devront respecter les prescriptions suivantes :

1°/ Origine des eaux : Indépendamment des eaux pluviales qui peuvent s'écouler par tous les rejets :

- le rejet n° 1 devra collecter toutes les eaux d'origines industrielle et domestique qui devront préalablement être traitées par la station d'épuration. En particulier, tous les effluents susceptibles de contenir des métaux devront être dirigés vers la station ;

.../...

- le rejet n° 2 ne sera constitué que d'eau de réfrigération et des éluats des chaînes de déminéralisation de la centrale ;
- les rejets n°s 3, 4 et 5 n'évacueront que des eaux de réfrigération ;
- les rejets n°s 6 et 7 n'évacueront que des eaux pluviales.

2°/ Qualité des rejets : Les rejets devront respecter les critères définis ci-dessous :

- rejet n° 1 :

- . Température : 30° C
- . D.B.O. : 40 mg/l
- . D.C.O. : 120 mg/l
- . M.E.S. : 30 mg/l
- . Ph : compris entre 5,5 et 8,5 (à 50 m du point de rejet)
- . Azote total Kjeldahl : 30 mg/l
- . Hydrocarbures : 20 mg/l (méthode AFNOR T 90 203)
- . Phénols : 0,5 mg/l
- . Plomb : 0,5 mg/l
- . Chrome VI : 0,05 mg/l
- . Chrome III : 0,5 mg/l
- . Cuivre : 1 mg/l
- . Zinc : 2 mg/l
- . Nickel : 1 mg/l
- . Fer : 2 mg/l
- . Aluminium : 0,2 mg/l

- rejet n°s 2, 3, 4 et 5 :

- . Température : 30° C
- . D.B.O. : 40 mg/l
- . D.C.O. : 120 mg/l
- . M.E.S. : 30 mg/l
- . Ph : compris entre 5,5 et 8,5 (à 50 m du point de rejet)
- . Azote total Kjeldahl : 30 mg/l
- . Hydrocarbures : 20 mg/l (méthode AFNOR T 90 203)

.../...

3°/ Débit des rejets :

| | REJETS N° | | | | |
|-------------------------------------|-----------|----|----|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Débit en m3/h (moyenne sur 24 h) | 106 | 67 | 10 | 7 | 7 |

4°/ Flux de pollution :

Compte-tenu du rôle tampon que le canal de Tancarville joue vis-à-vis du milieu sensible de l'estuaire, il n'apparaît pas nécessaire de fixer des limites sur les flux de pollution 2 heures. Seuls les flux de pollution sur 24 heures seront limités. Ils ne dépasseront pas :

- . D.B.O. : 170 kg/jour
- . D.C.O. : 500 kg/jour
- . M.E.S. : 125 kg/jour

5°/ Equipements :

Les rejets n^{os} 1 et 2 devront être équipés de dispositifs de mesures de débits.

6°/ Accessibilité aux ouvrages de contrôle :

L'accessibilité aux dispositifs de mesures et de contrôles devra être permanente et se faire en toute sécurité.

L'effluent ne doit pas contenir de substances inhibitrices de la faune et de la flore des eaux réceptrices.

Tout changement de fabrication ou toute modification de traitements des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation de rejet.

Tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

L'exploitant doit prendre toutes précautions utiles pour prévenir d'éventuelles fuites d'eau par l'ouvrage de rejet, autres que les déversements autorisés par le présent arrêté.

S'il décide la suppression d'un ou de plusieurs rejets, il devra le notifier à M. le directeur du port autonome du HAVRE.

.../...

ARTICLE 5 - MODIFICATIONS DES CONDITIONS IMPOSEES :

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, du point de vue notamment de la navigation, de la pêche, du commerce, de l'industrie ou de la salubrité publique, de modifier, d'une manière temporaire ou définitive, les dispositions prévues par le présent arrêté, l'exploitant ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

ARTICLE 6 - CONTROLE DES INSTALLATIONS DE DEVERSEMENTS DES EFFLUENTS ET DES EAUX RECEPTRICES :

L'exploitant est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics compétents, et ceux du port autonome du HAVRE, doivent constamment avoir libre accès aux installations de déversements autorisés.

L'exploitant doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Un contrôle des effluents, effectué par des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices, est opéré en application des dispositions de l'article 16 du décret du 23 février 1973, du décret du 12 mars 1975 et de l'arrêté pris en application de ce dernier.

Ce contrôle s'effectue comme suit :

1°/ Conformément au programme qui sera établi par le port autonome du HAVRE, après consultation du service chargé de l'inspection des installations classées.

2°/ Hors programme, en tant que de besoin, par des vérifications inopinées supplémentaires notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Les analyses pourront concerner tout paramètre dont la mesure aura été jugée nécessaire.

Les méthodes d'analyses seront celles des normes AFNOR (dernière mise à jour) et les canalisations aménagées en conséquence.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvements sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

Les canalisations de rejet seront aménagées de manière à faciliter les prélèvements.

.../...

La prise des échantillons nécessaires des effluents et des eaux réceptrices, leurs analyses dans les conditions prescrites par l'article 6 3° de la loi du 16 décembre 1964 et par les textes pris pour son application sont à la charge du permissionnaire si ces vérifications sont effectuées dans le cadre du programme ci-dessus.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITE ET DROITS DES TIERS :

L'exploitant doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les installations de déversement qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation. Il devra en permettre l'accès toutes les fois que l'exigeront les besoins de la navigation ou de la police des eaux.

Lorsque des travaux de réfection ou de modification des ouvrages de rejet seront nécessaires, l'exploitant prendra avis au moins 15 jours à l'avance auprès du port autonome du HAVRE.

L'exploitant est responsable des accidents et dommages causés aux tiers et des avaries qui peuvent survenir aux bateaux ou navires et aux ouvrages publics du fait du déversement d'eaux usées par ses installations.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 - NOTIFICATION :

Cette autorisation vaudra à compter de la date de notification du présent arrêté dont ampliation sera déposée à la mairie de la commune de SANDOUVILLE, à la disposition du public.

En cas de changement de siège social, et faute pour l'exploitant d'avoir fait connaître sa nouvelle adresse, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune de SANDOUVILLE.

ARTICLE 9 - PUBLICATION ET EXECUTION :

M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, M. le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement du HAVRE, M. le directeur du port autonome du HAVRE, M. le maire de SANDOUVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, M. le directeur de l'agence financière de bassin "Seine-Normandie", M. le directeur des affaires maritimes et M. le directeur régional de l'industrie et de la recherche de Haute Normandie.

Ampliation de cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Seine-Maritime.

ROUEN, le 14 AVRIL 1986

LE PREFET,
Commissaire de la République

Pour le préfet, commissaire de la république,
et par délégation,
Le sous-préfet, Chargé de mission

Michel DE LA BRESLIE

Pour ampliation
le chef de bureau,


Ernest METRAN